

**Bureau du vérificateur général du Canada**  
**Rapport financier trimestriel**  
**pour le trimestre terminé le 30 septembre 2023**



Bureau du  
vérificateur général  
du Canada

Office of the  
Auditor General  
of Canada

**Pour obtenir de l'information, veuillez communiquer avec les :**

Communications

Bureau du vérificateur général du Canada

240, rue Sparks

Ottawa (Ontario)

Canada K1A 0G6

Téléphone : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953 (sans frais)

Télécopieur : 613-957-0474

Numéro pour les malentendants (ATS seulement) : 1-613-954-8042

Courriel : [communications@oag-bvg.gc.ca](mailto:communications@oag-bvg.gc.ca)

Site Web : [www.oag-bvg.gc.ca](http://www.oag-bvg.gc.ca)

ISSN 1927-1980

# Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

## Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Le Bureau du vérificateur général du Canada (BVG) a une seule activité de programme : l'audit législatif. Il réalise des études et des audits indépendants qui fournissent information, avis et assurance objectifs au Parlement, au gouvernement et à la population canadienne.

## Mandat

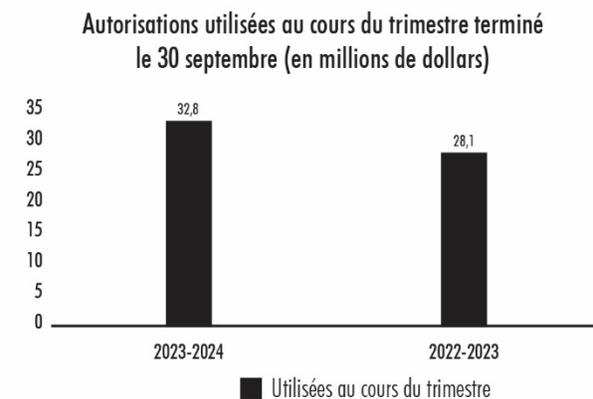
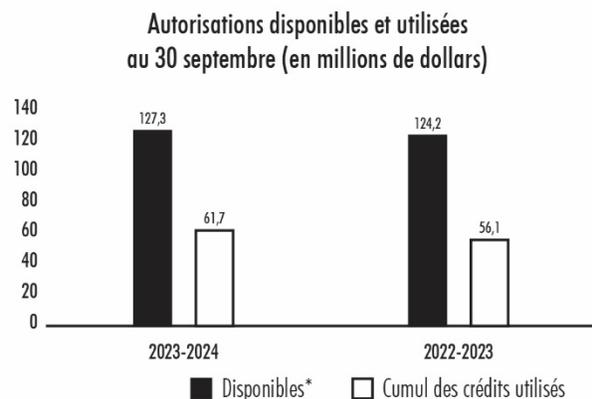
La vérificatrice générale du Canada est une mandataire du Parlement. Elle est indépendante du gouvernement et présente ses rapports directement au Parlement. Ses fonctions sont établies par la *Loi sur le vérificateur général*, la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ainsi que d'autres lois et décrets en conseil. Elles consistent à réaliser des audits législatifs et, dans certains cas, à effectuer une surveillance des ministères et organismes fédéraux, des sociétés d'État, des gouvernements territoriaux ainsi que d'autres entités.

## Mode de présentation

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport présente les autorisations de dépenser du BVG accordées par le Parlement et celles utilisées par le BVG, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses pour l'exercice 2023-2024. Ce rapport trimestriel présente de l'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser. Le BVG utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

## Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Les autorisations disponibles aux fins d'utilisation ont augmenté en raison du financement additionnel reçu pour les augmentations salariales économiques approuvées qui ont été annoncées au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2022 et des avantages sociaux connexes prévus par la loi. Les autorisations utilisées ont augmenté principalement en raison des augmentations économiques et de la croissance de la main-d'œuvre.



\* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre

## Risques et incertitudes

Il n'y a pas de risques et d'incertitudes importants à rapporter.

## Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Il n'y a eu pas de changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme au cours du second trimestre de l'exercice 2023-2024.

Approuvé par :

La vérificatrice générale du Canada,

Le vérificateur général adjoint  
et dirigeant principal des finances,

---

Karen Hogan, FCPA

---

Jean-René Drapeau, CPA

Ottawa, Canada  
Le 29 novembre 2023

## État des autorisations (non audité)

	Exercice 2023-2024			Exercice 2022-2023		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2023	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2023*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2022	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	116 578	30 000	56 348	113 975	25 479	50 276
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	(2 660)	(583)	(1 320)	(2 660)	(620)	(620)
Crédit net 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	113 918	29 417	55 028	111 315	24 859	49 656
Autorisations législatives budgétaires	13 418	3 355	6 710	12 869	3 217	6 434
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>127 336</b>	<b>32 772</b>	<b>61 738</b>	<b>124 184</b>	<b>28 076</b>	<b>56 090</b>
Autorisations non budgétaires	–	–	–	–	–	–
<b>Autorisations totales</b>	<b>127 336</b>	<b>32 772</b>	<b>61 738</b>	<b>124 184</b>	<b>28 076</b>	<b>56 090</b>

\* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

## Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

	Exercice 2023-2024			Exercice 2022-2023		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2023	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2023	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2022	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
(en milliers de dollars)						
<b>Dépenses :</b>						
Personnel	104 282	27 508	53 788	102 635	24 894	49 509
Transports et communications	2 700	687	1 543	3 200	334	688
Information	1 250	497	708	1 000	182	526
Services professionnels et spéciaux	17 314	3 397	4 387	13 629	2 932	4 250
Locations	2 600	236	1 459	2 750	218	1 383
Services de réparation et d'entretien	200	1	13	160	47	62
Services publics, fournitures et approvisionnements	100	13	26	170	11	16
Acquisition de matériel et d'outillage	1 500	1 010	1 126	3 250	77	275
Autres subventions et paiements	50	6	8	50	1	1
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>129 996</b>	<b>33 355</b>	<b>63 058</b>	<b>126 844</b>	<b>28 696</b>	<b>56 710</b>
<b>Moins les recettes affectées aux dépenses :</b>						
<b>Sommes recouvrées</b>						
Des membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL)	(660)	(29)	(54)	(660)	(28)	(28)
Des audits internationaux	(2 000)	(554)	(1 266)	(2 000)	(592)	(592)
<b>Total des sommes recouvrées</b>	<b>(2 660)</b>	<b>(583)</b>	<b>(1 320)</b>	<b>(2 660)</b>	<b>(620)</b>	<b>(620)</b>
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>127 336</b>	<b>32 772</b>	<b>61 738</b>	<b>124 184</b>	<b>28 076</b>	<b>56 090</b>